Affaire C-326/22

Demande de décision préjudicielle

Date de dépôt :

13 mai 2022

Désignation de la juridiction nationale :

Sąd Rejonowy dla miasta stołecznego Warszawy w Warszawie
(Pologne)

Date de la décision de renvoi :

18 mars 2022

Partie requérante :

Z. sp. z o.o.

Partie défenderesse :

A. S.A.

[OMISSIS]

ORDONNANCE

Le 18 mars 2022,

le Sąd Rejonowy dla miasta stołecznego Warszawy w Warszawie (tribunal d'arrondissement de la ville de Varsovie, Pologne), 1^{re} division civile, [OMISSIS]

après avoir examiné à W., le 18 mars 2022,

[OMISSIS]

l'action en paiement engagée par (Z) Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością, ayant son siège social à Ł., contre (A), Spółka Akcyjna, ayant son siège social à W.,

décide :

1. conformément à l'article 267 TFUE, de poser à la Cour de justice de l'Union européenne la question suivante :

L'article 16, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66) doit-il, au regard du principe d'effectivité du droit de l'Union, être interprété en ce sens qu'un consommateur ou le professionnel auquel ce consommateur a cédé les droits que lui confère cette disposition, peut, sur le fondement de celle-ci, exiger que le prêteur lui communique une copie du contrat (et des conditions générales du crédit) ainsi que les informations relatives au remboursement du crédit qui sont nécessaires, d'une part, pour vérifier l'exactitude du calcul des sommes versées au consommateur au titre du remboursement, au prorata, du coût total du crédit en raison du remboursement anticipé de celui-ci et, d'autre part, pour intenter un recours en vue d'obtenir un éventuel remboursement de ces sommes ?

2. [OMISSIS] de suspendre la procédure dans l'affaire dans l'attente d'une réponse à la question énoncée au point 1 de la présente ordonnance.

MOTIVATION -

Demande de décision préjudicielle

Parties à la procédure

a) **Partie requérante : (Z) Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością, ayant son siège social à L.**

[OMISSIS]

b) **Partie défenderesse : (A) Spółka Akcyjna, ayant son siège social à W.**

[OMISSIS]

Question de la juridiction de céans

L'article 16, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66) doit-il, au regard du principe d'effectivité du droit de l'Union, être interprété en ce sens qu'un consommateur ou le professionnel auquel ce consommateur a cédé les droits que lui confère cette disposition, peut, sur le fondement de celle-ci, exiger que le prêteur lui communique une copie du contrat (et des conditions du crédit) ainsi que les informations relatives au remboursement du crédit qui sont nécessaires, d'une part, pour vérifier l'exactitude du calcul des sommes versées au consommateur au titre du remboursement, au prorata, du coût total du crédit en raison du remboursement anticipé de celui-ci et, d'autre part, pour intenter un recours en vue d'obtenir un éventuel remboursement de ces sommes ?

Faits pertinents pour la question posée

- 1 (Z) Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością, ayant son siège social à Ł., demande d'enjoindre à (A) Spółka Akcyjna, ayant son siège social à W. de lui communiquer les contrats de crédit suivants, ainsi que les documents y afférents, à savoir les conditions du crédit et les contrats qui y sont liés, notamment les contrats d'assurance et leurs conditions générales :
 - a) trois contrats conclus par la défenderesse et M.M. le 22 mars 2016, le 8 février 2017 et le 22 mai 2017,
 - b) deux contrats conclus par la défenderesse et S.R. le 14 mars 2017 et le 14 juin 2018,
 - c) quatre contrats conclus par la défenderesse et M.N. le 12 octobre 2016, le 4 juillet 2018, le 22 juin 2016 et le 4 août 2016,
 - d) trois contrats conclus par la défenderesse et P.Z. le 14 novembre 2015, le 31 décembre 2015 et le 16 juin 2016.
 - e) un contrat conclu par la défenderesse et A.K. le 29 novembre 2017, et
 - f) deux contrats conclus par M.M. le 26 mai 2017 et le 24 juillet 2018,
- 2 La requérante demande également d'enjoindre à la défenderesse de lui communiquer certaines informations relatives à ces contrats de crédit.
- 3 Ainsi qu'il ressort des pièces du dossier, les personnes susmentionnées ont valablement cédé à la requérante les créances (de remboursement des coûts du crédit hors intérêts) qu'elles détenaient sur la défenderesse en vertu de l'article 49, paragraphes 1 et 2, lu en combinaison avec l'article 5, point 6, sous a) et b), de l'ustawa z dnia 12 maja 2011 r. o kredycie konsumenckim (loi du 12 mai 2011 relative au crédit à la consommation, ci-après la « loi relative au crédit à la consommation »).

Éléments du droit de l'Union pertinentes pour répondre à la question

- 4 *Article 16, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66) :*

Le consommateur a le droit de s'acquitter à tout moment, intégralement ou partiellement, des obligations qui lui incombent en vertu du contrat de crédit. Dans ce cas, il a droit à une réduction du coût total du crédit, qui correspond aux intérêts et frais dus pour la durée résiduelle du contrat.

- 5 *Arrêt du 19 juin 1990, Factortame e.a. (C-213/89, EU:C:1990:257).*

Législation et jurisprudence nationales pertinentes pour répondre à la question

- 6 *Article 49, paragraphes 1 et 2, de la loi relative au crédit à la consommation [OMISSIS] :*

En cas de remboursement de l'intégralité du crédit avant la date fixée dans le contrat, le coût total du crédit est réduit des frais correspondant à la durée résiduelle du contrat, même si le consommateur les avait supportés avant le remboursement.

En cas de remboursement d'une partie du crédit avant la date fixée dans le contrat, le paragraphe 1 s'applique mutatis mutandis.

- 7 *Article 19, paragraphe 1, du kodeks postępowania cywilnego (code de procédure civile, ci-après le « code de procédure civile ») :*

Dans les affaires portant sur des créances pécuniaires réclamées notamment en contrepartie d'un autre objet, la valeur de l'objet du litige correspond à la somme indiquée.

- 8 *Article 98, paragraphe 1, du code de procédure civile*

La partie qui succombe est tenue de rembourser à la partie adverse les frais que celle-ci a nécessairement exposés pour faire valoir ses droits ou pour se défendre utilement (dépens), s'il est conclu en ce sens.

- 9 *Article 187, paragraphe 1, point 1, du code de procédure civile*

La requête doit satisfaire aux conditions applicables aux actes de procédure et contenir en outre des prétentions précisément formulées et, dans les affaires portant sur les droits patrimoniaux, l'indication de la valeur de l'objet du litige, à moins que cet objet ne corresponde au montant pécuniaire indiqué.

- 10 *Article 130, paragraphes 1 et 2, du code de procédure civile*

Lorsqu'un acte de procédure est irrecevable en raison du non-respect des conditions de forme ou du non-paiement des frais de procédure, le président de la juridiction invite son auteur à le rectifier, à le compléter ou à acquitter les frais dans un délai d'une semaine, sous peine de renvoi de l'acte. Une erreur de dénomination ou toute autre erreur manifeste entachant l'acte de procédure ne s'oppose pas à ce que l'acte soit reçu et examiné selon la procédure adéquate (paragraphe 1).

À l'expiration du délai, et si aucune action n'a été entreprise, le président de la juridiction renvoie l'acte à son auteur. L'acte de procédure renvoyé ne produit aucun des effets légalement attachés au dépôt d'actes de procédure devant les juridictions (paragraphe 2).

11 *Article 130^{la}, paragraphes 1 à 3, du code de procédure civile*

Lorsqu'un acte de procédure déposé par un avocat, un conseiller juridique, un avocat spécialisé dans les brevets ou la Prokuratoria Generalna Rzeczypospolitej Polskiej [Prokuratoria Generalna de la République de Pologne] est irrecevable en raison du non-respect des conditions de forme, le président de la juridiction le renvoie à son auteur sans inviter celui-ci à le rectifier ou à le compléter. Une erreur de dénomination ou toute autre erreur manifeste entachant l'acte de procédure ne s'oppose pas à ce que l'acte soit reçu et examiné selon la procédure adéquate (paragraphe 1).

La décision de renvoi de l'acte doit indiquer les irrégularités justifiant le renvoi (paragraphe 2).

L'auteur peut redéposer l'acte dans un délai d'une semaine à compter de la notification de la décision de renvoi de l'acte. Si l'acte [redéposé] ne comporte pas d'irrégularités, il produit ses effets à compter de la date du dépôt initial. L'acte ne produit pas de tels effets lorsqu'il fait l'objet d'un nouveau renvoi, à moins que ce renvoi ne soit dû à des irrégularités non signalées précédemment (paragraphe 3).

12 *Article 248 du code de procédure civile*

Chacun est tenu de communiquer, à la demande du juge, dans le délai imparti et au lieu prescrit, tout document se trouvant en sa possession et constituant une preuve du fait pertinent pour la conclusion de l'affaire, sauf si ce document contient des informations confidentielles (paragraphe 1).

Peut se soustraire à cette obligation toute personne qui, en tant que témoin, serait susceptible de refuser de témoigner sur les faits qui font l'objet du document, ou qui détient un tel document pour le compte d'un tiers qui pourrait, pour les mêmes raisons, s'opposer à la production du document. Toutefois, même dans ce cas, la production d'un document ne saurait être refusée lorsque son détenteur ou le tiers y sont tenus envers au moins une des parties ou lorsque le document est produit dans l'intérêt d'une partie qui demande l'administration de preuves. Une partie ne saurait, en outre, refuser de produire un document si le préjudice qu'elle pourrait subir serait de succomber (paragraphe 2).

13 *Article 123, paragraphe 1, point 1, du kodeks cywilny (code civil, ci-après le « code civil »).*

Le délai de prescription est interrompu par tout acte devant une juridiction, une autorité désignée pour connaître des affaires ou pour exécuter des créances d'une certaine nature, ou une juridiction arbitrale, pris directement aux fins de réclamer, de faire constater, de recouvrer ou de sécuriser la créance.

14 *Ordonnance du Sąd Najwyższy (Cour suprême, Pologne) du 23 février 2012, [OMISSIS]*

L'article 98 du code de procédure civile énonce, en matière de dépens, un principe de responsabilité dans l'issue du procès, ce qui signifie que la partie qui succombe est condamnée aux dépens si la partie adverse conclut en ce sens. Afin de déterminer si une partie a succombé, il importe peu que cette partie soit ou non responsable de la procédure engagée. Le seul fait de succomber, ne serait-ce que formellement, la qualifie de partie qui succombe et l'oblige à rembourser les dépens à la partie adverse. La comparaison des demandes présentées avec celles auxquelles il a été fait droit permet de déterminer la partie qui a gagné ou succombé, et dans quelle mesure, en ce qui concerne l'obligation de rembourser les dépens. Toutefois, pour apprécier si et dans quelle mesure une partie a gagné ou succombé, il importe peu de savoir si le juge, lors de son examen, s'est rallié aux arguments juridiques présentés par cette partie et s'il a accueilli les griefs de celle-ci.

Ordonnance du Sąd Najwyższy (Cour suprême) du 8 février 2012 [OMISSIS]

En principe, la partie qui se désiste de son recours est réputée succomber. Toutefois, si le désistement résulte du fait que la partie adverse a satisfait les intérêts de la partie requérante et qu'un recours était nécessaire pour que cette dernière puisse faire valoir ses droits ou se défendre, l'obligation de rembourser les dépens est susceptible d'incomber non pas à la partie qui se désiste, mais à la partie adverse.

15 *Ordonnance du Sąd Najwyższy (Cour suprême) du 7 mars 2013 [OMISSIS]*

En cas de désistement du recours, l'obligation de rembourser les dépens au défendeur, s'il est conclu en ce sens, incombe au requérant, quel que soit le motif du désistement. Il est toutefois dérogé à ce principe lorsque le requérant démontre que l'introduction du recours était nécessaire pour faire valoir utilement ses droits ou pour assurer utilement sa défense, compte tenu des circonstances existant à la date de l'introduction de ce recours. C'est notamment le cas lorsque le désistement résulte du fait que le défendeur satisfait aux prétentions du demandeur formulées au moment de l'introduction du recours. Conformément aux règles relatives aux dépens (article 98 du code de procédure civile), le défendeur est alors considéré comme étant la partie qui succombe.

16 *Arrêt du Sąd Najwyższy (Cour suprême) du 7 novembre 2014 [OMISSIS]*

L'interruption du délai de prescription en vertu de l'article 123, paragraphe 1, point 1, du code civil s'inscrit, en principe, dans les limites du recours. La modification du recours dont il est question, par laquelle le requérant formule une nouvelle demande à la place ou en sus de la demande initiale (article 193, paragraphe 3, du code de procédure civile), interrompt la prescription ; toutefois, en ce qui concerne la nouvelle demande, l'interruption n'intervient qu'au moment où le requérant formule valablement cette demande.

17 *Arrêt du Sąd Najwyższy (Cour suprême) du 17 avril 2009 [OMISSIS]*

L'introduction d'un recours tendant à obtenir le paiement de l'incontestablement dû interrompt le délai de prescription pour l'ensemble de la créance, même si le montant incontestablement dû se révèle plus élevé que celui réclamé dans le recours.

Motivation du renvoi préjudiciel

- 18 La présente procédure porte, notamment, sur la remise par la banque défenderesse d'une chose, à savoir les contrats de crédit à la consommation dont la requérante estime avoir besoin afin de pouvoir éventuellement réclamer à la défenderesse des créances de remboursement des coûts du crédit hors intérêts en vertu de l'article 49, paragraphes 1 et 2, de la loi relative au crédit à la consommation, qui transpose l'article 16 de la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66, telle que modifiée, ci-après la « directive 2008/48 »).
- 19 Ainsi qu'il ressort des faits établis, la requérante a acquis, en vertu de contrats de cession, les créances de remboursement des coûts hors intérêts des crédits des consommateurs visés dans l'exposé des faits, lesquelles créances découlaient de plusieurs contrats de crédit à la consommation que ces consommateurs avaient conclu avec la défenderesse, et elle demande à cette dernière de lui communiquer lesdits contrats et certaines informations parce que les consommateurs ne disposent plus de copies de ces contrats (ils les ont perdues).
- 20 L'existence de leur créance a été vérifiée par la requérante grâce aux informations fournies par le Biuro Informacji Kredytowej (Bureau d'information sur le crédit) (il s'agit d'une entreprise privée, ce qui signifie que la délivrance d'informations relatives à une personne donnée entraîne des frais supplémentaires).
- 21 Il est constant que la défenderesse et les prédécesseurs en droit de la requérante étaient liés par un contrat de crédit à la consommation, et la défenderesse a pourtant soutenu qu'elle n'était juridiquement nullement tenue de communiquer à la requérante (et à ses prédécesseurs en droit) les documents demandés, c'est-à-dire les contrats, même si, comme en l'espèce, les consommateurs avaient délié la banque du secret bancaire et avaient habilité la requérante à demander la communication des contrats de crédit qui les liaient à la défenderesse.
- 22 La juridiction de céans estime que les autres demandes formulées par la requérante ne sont pas pertinentes pour la question posée, dès lors qu'elles concernent des informations qui découleront en grande partie directement des contrats communiqués.
- 23 Selon la juridiction de céans, la présente affaire soulève une question qui nécessite une interprétation du droit de l'Union, à savoir l'article 16 de la directive 2008/48, lu en combinaison avec le principe d'effectivité du droit de l'Union. En effet, il est incontestable que le législateur de l'Union et le législateur national, en cherchant à

assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, ont prévu que ceux-ci puissent récupérer une partie des frais payés dans le cadre d'un contrat de crédit en cas de remboursement anticipé de celui-ci. Toutefois, comme il ressort des dispositions du droit national, le requérant (le consommateur) doit apporter la preuve de l'existence de cette créance, c'est-à-dire de la conclusion du contrat et du remboursement anticipé du crédit, ce qui lui est impossible sans produire le contrat devant le juge.

- 24 Si le consommateur ne dispose pas du contrat ni des informations relatives aux modalités de remboursement du crédit, il semble qu'il lui soit impossible d'apprécier, d'une part, l'exactitude des coûts du crédit hors intérêts qui doivent lui être remboursés et qui ont été calculés par le prêteur et, d'autre part, l'opportunité économique d'intenter un recours. La juridiction de céans estime que cela soulève à son tour des doutes sérieux quant à l'effectivité du droit pour le consommateur d'obtenir le remboursement, au prorata, des frais du crédit à la consommation hors intérêts lorsqu'il n'est pas en mesure de savoir si, et dans quelle mesure, il a droit au remboursement de ces frais.
- 25 En outre, la juridiction de céans tient compte du fait que le consommateur n'est pas tenu de conserver une copie du contrat et que, de surcroît, il n'a généralement pas la capacité technique de conserver durablement des copies des contrats conclus, d'autant plus que les parties aux contrats dont il est question à l'article 49 de la loi relative au crédit à la consommation sont souvent des personnes à faible revenus qui concluent de nombreux prêts à court terme qui répondent à la définition du crédit à la consommation. Par conséquent, il y a lieu de considérer que, étant parties à de nombreux contrats de ce type, elles peuvent en perdre les copies. Par conséquent, la juridiction de céans estime qu'il est probable que, au moment du remboursement anticipé d'un crédit à la consommation, de nombreux consommateurs ne disposent plus d'une copie du contrat, ce qui les empêche de vérifier efficacement les créances qu'ils détiennent à l'encontre du prêteur en vertu de l'article 49 de la loi relative au crédit à la consommation.
- 26 Il est de pratique courante de rembourser un crédit contracté antérieurement en contractant une nouvelle dette. Dans une telle situation, il n'y a pas de transfert de fonds sur le compte du consommateur, et ce dernier ne dispose donc d'aucune information précise sur la date à laquelle la dette a été remboursée.
- 27 Selon la juridiction de céans, le fait que les consommateurs puissent s'adresser à des entreprises privées qui fournissent des informations sur les dettes n'est pas de nature à améliorer leur situation, car cela implique de s'acquitter de frais supplémentaires, lesquels peuvent constituer une entrave à l'exercice des droits qu'ils tirent du droit de l'Union. En outre, de telles informations ne sont pas complètes et ne renseignent pas nécessairement sur toutes les dettes contractées.
- 28 Il est vrai qu'en vertu des règles de procédure nationales, le juge peut enjoindre à une personne désignée de communiquer certains documents (article 248 du code

de procédure civile), mais une telle injonction ne saurait servir à préciser davantage le recours et ne s'appliquera qu'après que l'action a été valablement formée.

- 29 Toutefois, une des conditions de l'introduction d'une action exige que les prétentions soient précisément formulées (article 187, paragraphe 1, point 1, du code de procédure civile), ce qui n'est pas possible lorsque le consommateur ou son successeur en droit ne dispose pas du contrat de crédit ni d'informations sur la date à laquelle la dette a été remboursée. Dans une telle situation, le président de la juridiction saisie doit inviter la partie concernée à régulariser les vices de forme qui entachent le recours (article 130, paragraphe 1, du code de procédure civile), et, en conséquence (dans le cas où de tels vices ne peuvent être régularisés) le recours peut être renvoyé, ce qui signifie qu'il ne produit aucun effet légalement attaché à son dépôt (article 130, paragraphe 2, du code de procédure civile).
- 30 Lorsque le consommateur est représenté par un défenseur professionnel, celui-ci court en outre le risque que son recours lui soit renvoyé sans qu'il n'ait été invité préalablement à le régulariser (article 130^{1a} du code de procédure civile), il aura alors le droit de régulariser le recours dans un délai d'une semaine à partir de la notification de la décision de renvoi de l'acte (article 130^{1a}, paragraphe 3, du code de procédure civile).
- 31 Si, en revanche, le consommateur détermine sa créance de manière aléatoire, et que ses prétentions dépassent le montant effectivement dû, il risque de succomber et de devoir supporter les dépens. Dans la jurisprudence polonaise, il est établi qu'un requérant qui se désiste ou dont le recours a été rejeté sur le fond succombe, sauf lorsque le défendeur a effectué le paiement [de la créance réclamée] au cours de la procédure [voir *Ordonnance du Sąd Najwyższy (Cour suprême) du 7 mars 2013* [OMISSIS]].
- 32 Bien entendu, la jurisprudence nationale reconnaît que le requérant peut démontrer qu'il lui fallait introduire le recours pour faire valoir ses droits, auquel cas il ne sera pas condamné aux dépens. Toutefois, une situation telle que celle en cause en l'espèce n'est pas visée par la jurisprudence établie, de sorte qu'il est possible que certaines juridictions considèrent, dans une telle affaire, que, dès lors qu'il a perdu le contrat, le consommateur est responsable du fait qu'il n'est pas en mesure de déterminer le montant de la créance et qu'il doit donc supporter les dépens. Cela est d'autant plus vrai que la règle qui prévoit de ne pas condamner aux dépens le requérant lorsqu'il se désiste partiellement constitue une exception au principe de la responsabilité des parties dans l'issue du procès (article 98, paragraphe 1, du code de procédure civile) qui, en tant que telle, fait l'objet d'une interprétation restrictive, ce qui crée une grande incertitude pour le consommateur en ce qui concerne l'introduction du recours.
- 33 Par ailleurs, si le consommateur introduit un recours en demandant un montant inférieur à celui qui lui est dû, le solde qui lui serait dû risque d'être prescrit. La jurisprudence nationale admet que l'article 123 du code civil, qui détermine les

cas dans lesquels la prescription est interrompue, prévoit que, en principe, l'introduction d'un recours interrompt la prescription, mais seulement en ce qui concerne le montant invoqué dans le recours.

- 34 L'exception à cette règle ne s'applique qu'aux créances qui ne peuvent pas être déterminées au moment de l'introduction du recours du fait qu'elles découlent de l'évaluation de certains biens par la juridiction à un moment donné [OMISSIS]. Or, le fait que le consommateur n'ait pas pu déterminer le montant de sa créance parce qu'il ne disposait pas du contrat ne constitue pas une situation dans laquelle le montant dû ne peut être déterminé qu'au cours d'une procédure juridictionnelle dans la mesure où seule une telle procédure permettra, de manière en quelque sorte constitutive, de déterminer le montant de la créance.
- 35 Le fait que le consommateur ne dispose pas du contrat l'empêche également d'évaluer s'il est intéressant pour lui de réclamer la créance et de vérifier si son crédit a été correctement réglé à la suite du remboursement anticipé. Le consommateur est la partie plus faible du contrat et ne dispose pas des moyens qu'ont des opérateurs comme des banques pour conserver de manière intacte tout document important. La perte de l'exemplaire du contrat reçu au moment de sa conclusion a donc pour effet, selon la juridiction de céans, de priver le consommateur, dans les conditions du droit national, de la possibilité réelle de réclamer ses créances fondées sur l'article 49, paragraphes 1 et 2, de la loi relative au crédit à la consommation (et donc une créance fondée directement sur l'article 16 de la directive 2008/48) et de la possibilité d'évaluer l'opportunité de les réclamer.
- 36 Néanmoins, la jurisprudence constante de la Cour prévoit que les juridictions nationales sont tenues d'assurer l'effectivité du droit de l'Union, ce que implique, le cas échéant, qu'elles sont habilitées à prendre des mesures qui ne sont pas prévues par les règles de droit national (*arrêt du 19 juin 1990, Factortame e.a., C-213/89, EU:C:1990:257*). La juridiction de céans a des doutes sur le point de savoir si l'article 16 de la directive 2008/48, eu égard au principe d'effectivité du droit de l'Union, confère le droit de demander des documents tels qu'un contrat de crédit à la consommation qui a fait l'objet d'un remboursement anticipé et des informations concernant la date et le montant du remboursement, si leur obtention est nécessaire pour évaluer l'opportunité d'intenter un recours et pour l'intenter valablement, sans s'exposer au risque de devoir rembourser les dépens à la partie adverse ou au risque qu'une partie de la créance soit prescrite.
- 37 Selon la juridiction de céans, si le consommateur ne disposait pas d'un tel droit, il lui serait beaucoup plus difficile de faire valoir ses droits au titre de l'article 16 de la directive 2008/48. En effet, l'introduction d'un recours serait liée à un risque considérable, lequel serait susceptible de dissuader le consommateur d'exercer les droits susmentionnés.
- 38 La juridiction de céans estime que le fait que le consommateur ne dispose pas du contrat le prive également du droit d'évaluer la nécessité et l'opportunité de

former un recours. Le consommateur ou son successeur en droit (habilité en vertu d'un contrat de cession) n'a donc aucun moyen d'établir clairement sa situation, ce qui peut également le dissuader de former un recours à l'encontre du prêteur. Toutes ces circonstances ont pour conséquence que, d'une part, les personnes susmentionnées ne sont pas en mesure d'établir leurs droits à l'égard du prêteur et, que, d'autre part, lorsqu'elles décident d'intenter un recours malgré l'absence d'évaluation claire de l'opportunité de leurs demandes, il leur est extrêmement difficile de faire valoir leurs droits (compte tenu des risques sérieux, pour le requérant, que comporte l'introduction d'un recours).

DOCUMENT DE TRAVAIL